



Groupe Hospitalier
Artois-Ternois
CENTRE HOSPITALIER D'ARRAS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de Désamiantage et Curage du bâtiment Henri Guidet au
Centre Hospitalier de Bapaume**

Etablissement(s) du GHT Artois Ternois concerné(s) par le présent contrat :

- ☐ Centre Hospitalier d'Arras
- ☒ Centre Hospitalier de Bapaume
- ☐ Centre Hospitalier du Ternois

Marché n°25T209

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Dispositions générales	4
1.4 - Réalisation de prestations similaires	5
1.5 - Modifications du contrat (clause de réexamen).....	6
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Intervenants.....	8
3.1 - Maîtrise d'œuvre	8
3.2 - Contrôle technique	9
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	9
3.4 - Ordonnancement pilotage et coordination.....	9
3.5 - Sous-traitance	9
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	9
5 - Durée et délais d'exécution	10
5.1 - Délai global d'exécution des prestations	10
5.2 - Délai d'exécution	10
5.3 - Prolongation des délais.....	11
5.4 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	11
6 - Prix	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
6.2 - Modalités de variation des prix	13
7 - Garanties Financières.....	13
8 – Avance.....	13
9 - Modalités de règlement des comptes	13
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	13
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	13
9.3 - Délai global de paiement	15
9.4 - Paiement des cotraitants	15
9.5 - Paiement des sous-traitants	15
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	16
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	16
10.2 - Implantation des ouvrages	17
10.3 - Préparation et coordination des travaux.....	17
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	17
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	17
10.3.3 - Registre de chantier	18
10.4 - Etudes d'exécution.....	19
10.5 - Installation et organisation du chantier	19
10.5.1 - Installation de chantier	19
10.5.2 - Signalisation de chantier.....	19
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	19
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier	19
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	19
10.6.3 - Documents à fournir après exécution	19
11 - Garantie des prestations.....	20
12 - Pénalités.....	20

12.1 - Pénalités de retard.....	20
12.2 - Pénalité pour travail dissimulé	20
12.3 - Autres pénalités spécifiques	20
13 - Assurances	22
14 - Résiliation du contrat.....	22
14.1 - Conditions de résiliation	22
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	23
15 - Règlement des litiges et langues	23
16 - Clauses complémentaires	23
17 - Dérogations.....	25

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Travaux de Désamiantage et Curage du bâtiment Henri Guidet au Centre Hospitalier de Bapaume.

La description des travaux à réaliser figure au CCTP.

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier de BAPAUME (62)
Bâtiment EHPAD Henri Guidet
55 rue de la République
62450 BAPAUME

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations ne sont pas alloties.

1.3 - Dispositions générales

Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail :

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du Code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (K-bis, URSSAF, ...),
- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),
- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquittement des amendes liées aux salariés détachés).

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Dispositions applicables en matière de TVA en cas d'intervenants étrangers :

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

Si l'opérateur économique est établi à l'étranger sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA :

- l'opérateur économique étranger implanté dans un état de l'Union Européenne doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par l'opérateur économique ;

- l'opérateur économique étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions du Code Général des Impôts, s'il en est redevable en application du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi à l'opérateur économique à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles L 2193-4 et suivants du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché public N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement sont libellées en euro et soumises aux modalités de visées par le présent CCAP.

Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français ».

Désignation de sous-traitants (possible uniquement pour les prestations de services et de travaux de pose ou d'installation) :

- **Habilitation :**

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Artois Ternois.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public selon les modalités définies aux articles L. 2193-4 du Code la commande publique et suivants et à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire (article 48 du CCAG-Travaux).

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

- **Désignation de sous-traitants en cours de marché public :**

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Artois Ternois, le sous-traitant et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si ce titulaire est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des opérateurs économiques titulaires groupés.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 9.8.2 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

1.4 - Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché public un ou plusieurs nouveaux marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché public pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché public.

1.5 - Modifications du contrat (clause de réexamen)

Par la présente disposition, le pouvoir adjudicateur peut effectuer une modification du marché en cours d'exécution, sans toutefois pouvoir en « changer la nature globale » et ce, conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Ainsi, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer des modifications du contrat dans les cas suivants :

1) D'intégrer au présent marché public des prestations supplémentaires ou modificatives dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix. Cette modification du marché public aura lieu dans les conditions de l'article 14 du CCAG-Travaux.

2) De remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution. Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : cessation d'activité, cession de contrat hors opération de restructuration du titulaire initial), décès, difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles (y compris en cas de défaillance du mandataire du groupement dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement).

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières par tous moyens.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut, dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.

En conclusion, un des membres d'un groupement pourra être substitué à un autre dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre qu'après la motivation du mandataire le cas échéant, l'acceptation par le pouvoir adjudicateur. Conformément à l'article R2194-5 et R2194-8 cette modification du contrat prendra la forme d'un avenant au contrat.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- Les réponses aux questions des candidats lors de la consultation ;
- Les pièces graphiques;
- Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat remis dans le cadre de l'offre ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté de 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix ;
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en vertu des accords internationaux, y compris le règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25/05/2018.

Nota 1 : La DPGF n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne d'une part, l'établissement des demandes de paiement, et d'autre part, pour le règlement des prestations en plus ou en moins ordonnées par ordre de service ou avenant en cours de marché public.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation intervient en cours d'exécution du marché public, celle-ci se voit directement appliquée au marché public dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût du marché public. Dans le cadre de son devoir de conseil, l'entreprise devra en informer le Maître de l'Ouvrage.

Le Dossier de Consultation et les pièces constitutives du marché public conservés dans les archives de l'établissement support font seuls foi.

Les prescriptions définies au présent contrat annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant le sont.

Les ouvrages seront exécutés en application des normes, règlements, spécifications, textes fixés dans le CCTP

Outre les documents constituant le dossier de consultation, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels réglementant son cadre juridique et recommandations en vigueur.

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

- **Architecte mandataire :**

Eric GUILLOU

Architecte

15, Rue Eugene Mascart

59570 BAVAY

Tél : 03. 66. 24. 06. 26

- **Bureau d'études :**

AELIA Environnement

Parc Le Mahieu - Entrée 7

452, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny

59350 SAINT ANDRE LEZ LILLE

Tel : 03 20 98 80 01

BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES 360

10 RUE DE LA MAIRIE

62123 BEAUMETZ LES LOGES

Tél : 03 21 48 67 64

Economiste :

SARL OSER BAT

19 AVENUE DE LIEGE

59300 VALENCIENNES

Coordinateur SSI :

NAMIXIS & SSICOOR

1551 A Rue Lucien Moreau

59119 Waziers

Tél : 02.32.91.79.29

Les missions de la maîtrise d'œuvre sont : APS, APD, PRO, DCE, ACT, SYN, VISA, DET AOR, DIAG et CSSI, etc.

Il est précisé que dans le cadre du contrôle général des travaux, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service sauf ceux relevant de l'alinéa suivant.

Par dérogation aux articles 3.8 et suivants du CCAG travaux, un certain nombre d'ordres de service ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'au vu de décisions écrites préalables du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, l'ordre de service ne comporte que la transmission de ces décisions au titulaire, décisions ayant pour effet de modifier les délais d'exécution des travaux ou leur prix, notamment :

- la notification de la date de commencement des travaux,
- l'interruption ou l'ajournement des travaux,
- la modification de la masse des travaux susceptibles d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages,
- la notification de prix nouveaux aux titulaires pour des ouvrages ou travaux non prévus.

Ces ordres de service devront avant toute notification au titulaire, être soumis avec toutes justifications utiles au maître d'ouvrage pour accord préalable sauf délégation explicite accordée au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage.

3.2 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

ALPES CONTROLE

ZA du 14 juillet
Rue Pierre et Marie Curie
62223 SAINT-LAURENT-BLANGY
Tél : 03 52 44 00 70

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination SPS est assurée par :

Qualiconsult

13 Rue Pierre et Marie Curie
59260 LEZENNES
Tél : 03.20.64.43.60

3.4 - Ordonnancement pilotage et coordination

L'OPC est assurée par :

MPI Développement

11 Rue Péru Lorel,
80000 Amiens
Tél: 06.63.02.48.54

3.5 - Sous-traitance

La sous-traitance de second rang est proscrite. Pour la sous-traitance de premier rang, le pouvoir adjudicateur se donne le droit de refuser la dite sous-traitance, pour le motif suivant, obligation de réaliser des tâches essentielles.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout le fonctionnement interne des Centres Hospitaliers et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent contrat.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent contrat. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse des Centres Hospitaliers, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

Le présent marché public court à compter de sa date de notification et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement, tel que visé à l'article 44 du CCAG travaux.

5.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution des prestations est de **05 mois** dont 1 mois de préparation.

L'exécution des travaux tels que décrits dans les CCTP débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

Ce délai comprend la phase de préparation, la durée des travaux, le délai de livraison des matériels nécessaires.

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux est élaboré pendant la période de préparation du chantier par le titulaire après consultation de l'OPC et après approbation du maître d'ouvrage. Il sera rendu contractuel par voie d'ordre de service. C'est ce calendrier qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux et l'application des pénalités prévues.

Il indique la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre.

De manière générale, le titulaire s'engage à signaler au Maître d'œuvre dans un délai de 8 jours, tous travaux modificatifs ou jugés comme tels par lui, ainsi que tout événement susceptible d'affecter le bon déroulement de l'opération notamment pour le prix des ouvrages et leur délai d'exécution.

Le titulaire est tenu, pendant le cours du déroulement du chantier, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels, et approvisionnements nécessaires et suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire du marché, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'opération fixé à l'acte d'engagement et après approbation du maître d'ouvrage.

5.2 - Délai d'exécution

L'exécution des prestations telle que décrite dans le CCTP débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'exécution des travaux.

L'ordre de service prescrivant de commencer les travaux sera notifié au titulaire.

Le délai d'exécution des travaux englobe le déroulement normal du chantier ainsi que :

- la période de préparation de chantier,
- les congés annuels du personnel des entreprises,
- toutes les phases préparatoires aux opérations préalables à la réception, ainsi que ces opérations elles-mêmes,
- le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux mis à la disposition des entreprises,
- les opérations de nettoyage complet des lieux.
- Le titulaire est tenu, pendant le cours du déroulement du chantier, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels, et approvisionnements nécessaires et suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

5.3 - Prolongation des délais

Par dérogation aux dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution pourra se faire par un ordre de service prescrivant la prolongation dudit délai.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 11 jours.

Conformément aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire, l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

5.4 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire après consultation du responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier).

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de quatre mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution débutant les prestations.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire porté à l'acte d'engagement et selon la décomposition détaillée dans le D.P.G.F.

Les prix du marché public sont établis en tenant compte des dispositions du CCTP et notamment :

- Des frais des installations de chantier, de sa signalisation réglementaire ;
- Des dispositions d'organisation interne au titulaire (la main d'œuvre nécessaire à l'exécution du marché public fait partie du prix remis par le titulaire) ;
- En intégrant les frais de main d'œuvre, toutes catégories confondues y compris encadrement, heures supplémentaires, charges sociales, frais généraux et bénéfice ;
- En intégrant les frais d'achat des fournitures et matériaux y compris frais généraux et bénéfice (les matériels courants et spécifiques nécessaires à la bonne exécution des ouvrages, par exemple corde de service, potence et tous matériels ou engins de levage, montage ou descente des matériaux, etc.)
- Des frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la maîtrise d'oeuvre, et le cas échéant les études de synthèse si celle-ci s'avère nécessaire ;

- En cas de vol, perte ou dégradation de matériaux, matériels, parties d'ouvrage, outillages, frais de remplacement et de remise en état, pendant toute la durée du chantier ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché public à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (en particulier application des préconisations du Plan de prévention) ;
- Des frais résultant des demandes et observations du maître d'œuvre ;
- Des frais d'établissement des études, plans et documents d'exécution (EXE) ;
- Des dispositions vis-à-vis de la sûreté, des règles de sécurité incendie à respecter pour ne pas amener de risques à l'établissement ;
- Des frais de remise en état des réseaux, fournitures et matériaux détériorés pendant toute la durée du chantier ;
- Des frais de maintien du chantier et de son environnement immédiat propres et libres de tous déchets, des frais de remise en état des lieux à la fin des travaux et de nettoyage avant livraison,
- Des frais résultants de la marge des contrats de sous-traitants ;
- Des frais d'assurance ;
- Des frais relatifs à la nécessité de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés) ;
- Des frais de reproduction et de diffusion des documents à destination de tous les intervenants et entre autre à la personne publique, du conducteur d'opération et du maître d'œuvre ;
- Du respect des données personnelles conformément au règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

Cette liste n'est pas exhaustive :

- Ces dépenses étant non limitatives, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune omission et doit assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations.
- Le titulaire est réputé avoir pris connaissance pleine et entière, avant la remise de son offre, des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.
- Aucun supplément n'est admis pour omission. L'exécution de tous les ouvrages indiqués aux plans et omis au devis descriptif ou réciproquement est exigée, sans aucun supplément.
- Le titulaire doit impérativement remettre une proposition conforme.

En aucun cas, il n'est accepté après passation du marché public, de plus-value pour des modifications de fournitures ou prestations qui sont dues à une mauvaise appréciation des difficultés éventuelles de réalisation ou qui sont nécessaires à l'obtention des résultats escomptés.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Par ailleurs, les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Il est du ressort du soumissionnaire, en tant que spécialiste, de prévoir dans son offre toutes les prestations annexes qui seraient nécessaires dans le cadre de sa mission.

6.2 - Modalités de variation des prix

Sans objet.

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements dans les conditions définies aux articles R. 2191-32 et suivants du Code de la commande publique.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 et suivants du Code de la commande publique. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

8 – Avance

Sans objet.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les projets de décomptes seront présentés conformément à l'article 12.1 du CCAG-TR et adressés mensuellement au maître d'œuvre avant la fin du mois en cours. Les projets de décomptes arrivés après la date fixée dans le compte-rendu de chantier pourront être refusés par le maître d'œuvre. Les comptes seront réglés mensuellement.

Seuls les travaux exécutés depuis le début du chantier seront pris en compte. Il ne sera pas réglé d'approvisionnement d'éléments ou matériaux déposés sur le chantier ou dans les ateliers de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs sauf accord express du maître d'ouvrage.

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.
Les différentes demandes de paiement doivent parvenir à l'émetteur. Son adresse de facturation est fournie dans l'annexe 1 du CCAP.

Facturation électronique via CHORUS PRO :

Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire pour tous depuis le 1er janvier 2020.

L'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics.

Cette solution, intitulée Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Outre les mentions légales, en application des articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : CHB : 266 209 261 00012

NOTA : Les références bancaires ou postales répertoriées sur l'Acte d'Engagement doivent être exactes, cela afin de ne pas occasionner de retard de paiement.

Le titulaire s'engage à indiquer les mêmes références et intitulés sur les bordereaux de prix et sa facture pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, le délai règlementaire de paiement ne commençant à courir qu'à compter de la réception par le Centre Hospitalier d'une facture conforme.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement des sous-traitants régulièrement déclarés et agréés par le pouvoir adjudicateur est identique à celui prévu pour le paiement du Titulaire.

Le défaut de paiement dans les délais énoncés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément aux dispositions des articles R.2192-31 à R.2192-34 du Code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant des intérêts moratoires se calcule de la manière suivante :

$$IM = (Facture\ TTC \times nombre\ de\ jour\ de\ retard \times taux\ de\ référence\ de\ la\ BCE) / 365$$

Remarque : Par dérogation aux articles 12.1.9 et 12.3.4 du CCAG-TR, en cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont retournées à l'opérateur économique pour correction, elles sont accompagnées du/des motif(s) du refus de mandater du pouvoir adjudicateur ou son représentant (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes...).

L'opérateur économique doit obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Conformément aux articles L.2193-10 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Désignation de sous-traitants en cours d'exécution du contrat

Le titulaire se conforme strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-8 du Code de la commande publique dans tous les cas où, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire envisage de sous-traiter une part des prestations objet du présent accord-cadre, il notifie par courrier recommandé avec accusé de réception au Centre Hospitalier deux exemplaires du projet d'acte spécial de sous-traitance comportant :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance et, le cas échéant les modalités de variation des prix,
 - Les coordonnées bancaires ou postales aux fins de paiement direct du sous-traitant et les conditions de paiement.
 - Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdictions de soumissionner prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-10 du Code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant le respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (production du Formulaire DC1),
 - Les capacités financières, professionnelles et techniques du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie (production du formulaire DC2).
 - Dans le cas où le sous-traitant proposé est en redressement judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce ou procédure équivalente pour les opérateurs économiques régis par un droit autre que le droit français, la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution des prestations.
 - Une copie de la police d'assurance civile et professionnelle du sous-traitant couvrant sa responsabilité.

"L'acte spécial" formalisant la conclusion du contrat doit comporter la signature manuscrite et originale de la personne habilitée à engager l'entreprise titulaire ou le mandataire du groupement pour acceptation des pièces fournies par le sous-traitant.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas déroger aux dispositions du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur pourra refuser de donner son agrément au sous-traitant proposé par le Titulaire sans avoir à exposer les raisons de ce refus.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter une quelconque prestation au titre du contrat avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le Centre Hospitalier.

10 - Conditions d'exécution des prestations

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge

aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

10.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées précédemment à l'article « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution ».

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Au cours de la période de préparation de chantier, les entreprises contractantes désigneront nommément leur responsable Environnemental de chantier.

Plan d'installation de chantier :

L'offre devra proposer une méthodologie et un plan d'installation de chantier prenant en compte les contraintes d'accès du site et l'intervention en site occupé.

Une méthodologie de chantier devra être proposée pour limiter les nuisances pour le voisinage et le Centre Hospitalier.

Lors de cette phase seront présentés aux intéressés les objectifs environnementaux recherchés et indiqués les points sensibles spécifiques en matière environnementale (nuisances sonores, informations des riverains, nettoyage du chantier, produits dangereux, nuisances sur les approvisionnements, nettoyage des accès et de l'environnement du chantier...).

Gestion des déchets :

L'offre devra proposer une méthodologie pour respecter la gestion des déchets exprimée dans le mémoire technique.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, dans les conditions énoncées au présent document.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le Maître d'œuvre.

Seront enregistrés les procès-verbaux des rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des entrepreneurs présents, et sur lequel le Maître d'Œuvre inscrit toutes instructions ou observations ne faisant pas de sa part de notifications écrites par une voie différente.

Toutes les entreprises concernées par l'évolution du chantier devront assister aux réunions hebdomadaires de chantier et y être obligatoirement représentées par un responsable qualifié, susceptible de prendre des décisions et connaissance des inscriptions portées sur le carnet de chantier et d'y apposer sa signature.

En cas d'absence, il sera appliqué à l'entreprise une pénalité conformément aux prescriptions du présent CCAP.

L'entreprise devra prendre connaissance des inscriptions portées sur le Registre-Journal et d'y apporter sa signature.

Les instructions portées par le Maître d'Œuvre sur le cahier de chantier valent ordre pour chaque entrepreneur, sous réserve qu'elles ne modifient pas le marché.

Les modifications de quelque nature qu'elles soient, feront l'objet d'un ordre écrit du Maître d'Œuvre, visé par le Maître de l'Ouvrage.

Tous travaux non prévus au C.C.T.P. ou toutes modifications exécutées sans cet ordre resteront à la charge de l'entrepreneur.

La coordination est assurée par l'entreprise générale.

10.4 - Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le Maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le Contrôleur Technique mentionné au présent C.C.A.P.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier dans les conditions suivantes :

L'installation de chantier sera à la charge du titulaire, le repliement des installations se feront uniquement sur accord de la maîtrise d'ouvrage. Le coût de l'installation de chantier est réputé forfaitaire.

10.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au Maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

11 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Les pénalités seront précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'accord-cadre lors de l'établissement des états d'acompte, et sont sans préjudice à l'exercice par le Pouvoir Adjudicateur de tout autre droit, y compris son droit à résiliation ou d'imputation au titulaire du contrat de marché, des coûts induits par sa négligence.

Le paiement des factures ne vaut cependant pas acceptation du décompte des pénalités établies par le Titulaire : le pouvoir adjudicateur conserve la possibilité de procéder à leur recouvrement à tout moment, par l'émission d'un titre de recette.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire fait son affaire avec ses cotraitants de toute question relative à la répartition éventuelle des pénalités entre eux. Le titulaire du marché en fait de même avec ses sous-traitants.

Aussi, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 300,00 €.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 300,00 € par absence. En cas d'absence justifiée, le titulaire prévient le Maître d'œuvre et le Chargé d'opérations du GHAT 48h avant la réunion.

Pénalités	Occurrence	Valeurs HT	Précisions
Non-remise de l'attestation d'assurance	Journalière	150,00 €	En cas de non-remise d'attestations d'assurances à la signature de l'ordre de service de démarrage des travaux, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour de retard.

Défaut de sous-traitance	Journalière	150,00 €	En cas de sous-traitance irrégulière, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour jusqu'à complète régularisation. À défaut de pénalité financière, le titulaire encourt la résiliation du marché par le Pouvoir adjudicateur.
Retard dans le délai contractuel d'exécution	Journalière	300,00 €	Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 300,00 €.
Non-respect des obligations relatives aux clauses environnementales	Forfaitaire	150,00 €	En cas de non-respect des engagements à caractère environnemental, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par constat.
Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	300,00 €	En cas d'absence aux réunions de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 300,00 € par absence constatée.
Retard aux réunions de chantier	Forfaitaire	150€	En cas d'absence aux réunions de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par retard de 15 mn constaté.
Infractions aux prescriptions de chantier	Forfaitaire	200,00 €	En cas d'infraction aux prescriptions de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 200,00 € par infraction constatée.
Non-conformité de la signalisation	Forfaitaire	100,00 €	En cas de constat de non-conformité de la signalisation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 100,00 € par non-conformité.
Retard dans le repliement des installations de chantier	Journalière	100,00 €	En cas de retard dans le repliement des installations de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 100,00 € par jour de retard.
Retard dans la remise en état de propreté du chantier	Journalière	300,00 €	En cas de retard dans la remise en état de propreté du chantier à l'issue des travaux, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 300,00 € HT par jour de retard.
Retard dans les délais de remise des documents (en cours d'exécution)	Journalière	100,00 €	En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir et demandés par le Maître d'œuvre dans son compte-rendu de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 100,00 € par document manquant et par jour de retard.

Retard dans l'exécution des travaux	Journalière	250,00 €	En cas de retard dans l'exécution des travaux dans le cadre du planning remis dans son offre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour de retard.
Manquement aux engagements du mémoire technique remis par le titulaire	Forfaitaire	150,00 €	En cas de manquement aux engagements du mémoire technique remis par le titulaire dans le cadre de son offre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par manquement.
Absence de réponse	Journalière	150,00 €	En cas d'absence de réponse à toutes demandes du Maître d'œuvre dans un délai maximum de 15 jours calendaires qui suit la demande, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour de retard.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Seules les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché public sont applicables, à l'exception des suivants :

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Centre Hospitalier de Bapaume, le titulaire ne perçoit pas d'indemnité.
- Par application de la loi n°2020-734 du 17/06/2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'UE, et par dérogation à l'article L. 2195-4 du Code de la Commande Publique, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché au motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire, si cette admission intervient avant le 10/07/2021.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le marché public sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de sous-traitance irrégulière, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur en application de l'article 12.3 du présent C.C.A.P.

Le titulaire s'engage à remédier aux désordres constatés dans un délai de 30 jours calendaires à dater de la mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec AR du Maître d'œuvre. Passé ce délai, les travaux seront exécutés aux frais et risques du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Conformément à l'article L.2141-12 du Code de la commande publique, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de la survenance d'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Clauses complémentaires

CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché, affectant :

- La/les personne(s) ayant pouvoir à engager la société ;
- La forme juridique de la société ;
- La raison sociale et l'adresse du siège ;
- Le capital social ;
- La domiciliation des paiements ;
- Toutes modifications importantes concernant le fonctionnement de la société.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, l'avenant de transfert est subordonné à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents suivants :

- Les personnes ayant pouvoir à engager la société ;
- La forme juridique de la société ;
- La raison sociale et l'adresse du siège ;
- Le capital social ;
- La domiciliation des paiements ;
- Toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application des articles L.6 5°, L.2195-1 à R.2195-6 du Code de la commande publique.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Détachement des salariés étrangers

Conformément aux articles D8222 ou D8222-7 et D8254-2 du code du travail, le titulaire du marché devra fournir, tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché, une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé (selon imprimé DC6) rubrique A1 et A2 ainsi que la liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail.

Conformément à la loi du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, les employeurs établis à l'étranger (titulaire ou sous-traitants), qui détachent des salariés en France, doivent fournir au Maître d'Ouvrage, avant le début d'exécution des prestations et avant le début de chaque détachement, une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R 1263-3-1, R 1263-4-1 et R 1263-6-1 du code du travail ainsi qu'une copie du document désignant leur représentant en France mentionné à l'article R 1263-2-2 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure notifiée par écrit restée infructueuse dans un délai de 15 jours, le Pouvoir Adjudicateur établira un Ordre de service d'arrêt. A la suite de cet Ordre de service d'arrêt, le titulaire du marché disposera à nouveau d'un délai de 15 jours pour fournir l'ensemble desdits documents, à défaut, le marché sera résilié au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

17 - Dérogations

Les dérogations au CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après au CCAP sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 3.1 du CCAP déroge aux articles 3.8 et suivants du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG – Travaux
- L'article 14.1 déroge à l'article 46